

COLLECTIF

SOLIDARITE

GUATEMALA

N° 18

JANVIER - FEVRIER 1983

6F



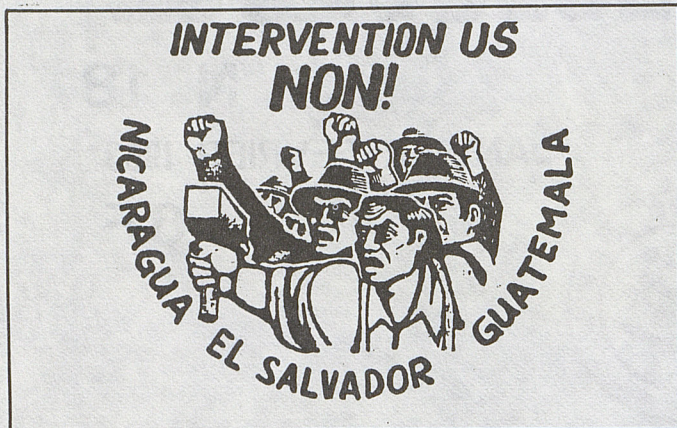
LUTTONS POUR

UN NOUVEAU GUATEMALA !



40P.12325

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE.



COLLECTIF GUATEMALA
 67, rue du Theatre
 75015
 tel. 579 6757
 Permanence tous les Jaudis
 a partir de 17h00 .

MATERIEL DISPONIBLE

AUPRES DU COLLECTIF

Films 16mm : *Images d'une dictature*. P. Mercadini, 1980, couleur, 32mn

Brochure : *Vingt ans de lutte* (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews aux commandants de l'EGP, des FAR, d'ORPA et du PGT-ND).

Cahiers guatémaltèques : série d'articles d'analyse de la réalité guatémaltèque, formant un dossier. Le n°1 concerne les « Indiens et la révolution » (5 articles jusqu'aujourd'hui).

Film vidéo : *Le chemin de Nebaj*. 1981, couleur, 55mn. Deux formats : UMATIK KCA-60 et BHS.

Bulletin : *Solidarité Guatemala*
 Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires.
 Affiches, autocollants, cassettes, etc.
 T-shirts « U\$ A\$\$A\$\$INS, Hors de l'Amérique Centrale »

ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du GUATEMALA est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce nouveau bulletin "SOLIDARITE GUATEMALA" vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi, nous avons adopté, la formule de l'abonnement ceci étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

6 NUMEROS 36 F
 ABONNEMENT DE SOUTIEN 60 F
 Chèques à l'ordre de.

COLLECTIF GUATEMALA



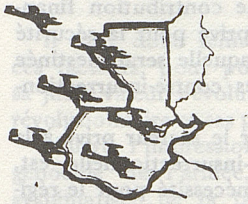
Nom : Prénom :
 Adresse :

Je m'abonne et je paye F

Je désire entrer en contact avec un comité de ma région.
 OUI NON



6



7 & 8

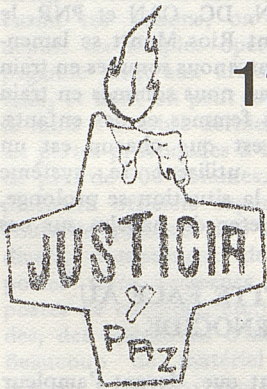
GUATEMALA

Non au génocide ! Soutien à la construction d'un nouveau Guatemala ! La campagne financière de l'URNG (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque) commence. En effet, dans sa lutte de libération, le peuple guatémaltèque a aussi besoin d'un soutien international concret. Aux États-Unis et en Europe, la solidarité internationale se développe au moment même où la diplomatie guatémaltèque s'efforce d'obtenir une aide étrangère massive pour mettre en place ses plans contre-insurrectionnels.

9, 10 & 11

CUADRO ECONOMICO

Qui ignore que sans cette aide étrangère, que les États-Unis font parvenir par tous les moyens possibles au Guatemala, le régime dictatorial de Rios Montt se serait déjà depuis longtemps effondré sous la poussée des luttes populaires. Aide étrangère dans laquelle sont impliqués non seulement les États-Unis, mais aussi Israël, le Chili, taïwan, la Belgique, la Suisse, l'Autriche, l'Afrique du Sud, etc. Ils sont nombreux, ces gouvernements prêts à apporter leur soutien à ce régime génocide, qui, s'il ne répond pas exactement à leurs espérances, garantit la sécurité de leurs intérêts économiques et politiques. Lors de sa session sur le Guatemala, qui aura lieu à Madrid du 27 au 31 janvier prochain, le Tribunal permanent des peuples prouvera certainement à la face du monde, et malgré les tentatives de désinformation du gouvernement guatémaltèque et des agences de presse impérialistes, que le régime de Rios Montt pratique une politique de génocide.



12

&

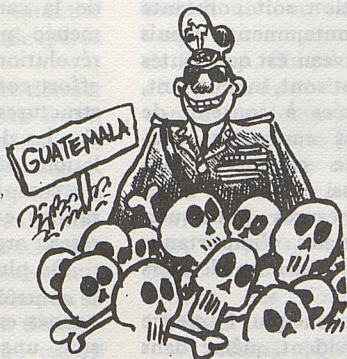
13

Politique de génocide essentiellement organisée contre les indiens qui représentent la majorité de la population. Tout le peuple est visé : dans l'Altiplano, l'armée torture, massacre, viole et tue femmes, vieillards, enfants et hommes. Les villages et les récoltes sont brûlés. L'assassin Rios Montt parle d'utiliser du napalm contre ces villages. Mais la lutte du peuple guatémaltèque continue, malgré le silence qui entoure cette guerre qui dure depuis 1954, depuis que les États-Unis se sont imposés directement par la force dans cette région. Oui, la lutte continue : elle s'organise, elle se renforce ; de nouveaux fronts politico-militaires ont été ouverts durant cette année 1982 ; il est devenu impossible à Rios Montt de faire croire au changement. La capitale elle-même, pseudo bastion d'une prétendue tranquillité, est secouée par la violence, le terrorisme d'État qui règne au Guatemala.

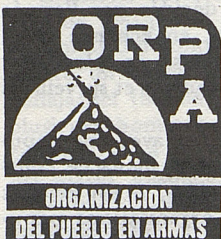
14

&

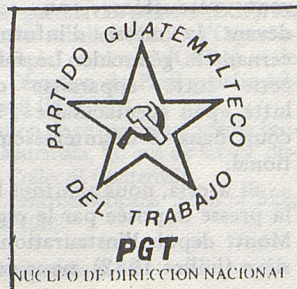
15



La lutte s'organise et un grand saut qualitatif a été franchi en janvier 1982 : la formation de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque. Un an après, en janvier 1983, l'URNG lance une campagne financière internationale. Plus que jamais, la solidarité internationale doit continuer à dénoncer le génocide perpétré par Rios Montt et tous ses alliés. Plus que jamais, la solidarité internationale doit apporter son «soutien à la construction d'un nouveau Guatemala».



Solidaridad con Guatemala



LA LUTTE FACE AU GÉNOCIDE

Un an après la création de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), nous essayons ici de faire le point sur la lutte au Guatemala, qui se déroule, actuellement, au milieu d'une violente campagne contre-insurrectionnelle menée par l'armée.



A lire les dernières informations concernant ce pays, on serait tenté de croire que la population subit passivement un génocide, sans réagir pour essayer de changer ses conditions d'existence. Pendant de nombreuses années, la répression et la lutte du peuple guatémaltèque ont été l'objet d'un block-out informatif. Malgré cela, aujourd'hui «on sait mieux comment on nous réprime que comment nous luttons», déclare à juste titre Gilberto Castaneda, ex-doyen de la Faculté d'architecture et membre du Comité guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP) (1).

Cette lutte, commencée il y a vingt-et-un ans, est rentrée, au début des années 80, dans une phase extrêmement importante. Tout au long de 1981 et 1982 la Guerre populaire révolutionnaire s'est généralisée à l'ensemble du pays, et les organisations qui composent l'URNG (2) ont commencé à disputer le contrôle de vastes régions du pays à l'armée. Celle-ci, devant l'impossibilité de se maintenir dans ces «zones en dispute», décide, à la fin de 1981, de frapper sur la population civile de ces zones, dans le but d'obliger cette population à rompre avec la guérilla.

A travers la terreur du génocide et par l'application systématique de la politique de *terre brûlée*, l'armée espère affaiblir la guérilla et obtenir son isolement. Pourtant les résultats montrent le contraire. Mais, au niveau de la presse internationale, la place principale est occupée par les nouvelles concernant les massacres. Il est indiscutable que cet aspect réclame aujourd'hui une attention de premier ordre, dû justement au caractère de génocide qu'a pris la répression depuis le coup d'État du 23 mars 1982.

Dans ce contexte, les actions des organisations révolutionnaires se trouvent «étouffées», ou «submergées», devant la masse d'informations concernant le génocide. Le fait même que cette lutte apparaisse comme une lutte «peu spectaculaire», a joué beaucoup dans le désintéressement international.

Si à cela, nous ajoutons la censure de la presse imposée par le régime de Rios Montt depuis l'instauration de l'État de siège (juillet 1982), nous comprendrons

mieux les difficultés rencontrées pour connaître la véritable situation.

QUELQUES INDICES

En effet, avant la mise en application de cette mesure, il était impossible pour l'armée d'occulter continuellement les nombreuses défaites subies, ainsi que la perte graduelle de terrain et de pouvoir réel. Avec la censure des médias, les défaites militaires ont cessé du jour au lendemain, et les nombreux massacres sont devenus soit l'œuvre des «diaboliques guérilleros», soit des «victoires militaires sur les subversifs».

Pourtant, l'ampleur de la «contre-offensive» gouvernementale nous indique que la situation était, en effet, dramatique pour l'armée. Juste avant la déclaration de l'État de siège, Rios Montt déclarait qu'il serait instauré dans six ou sept départements, étant donné que le reste du pays était «normal». Or, lors de la proclamation de l'État de siège, celui-ci était implanté dans tout le pays, reconnaissant ainsi que la Guerre populaire révolutionnaire était généralisée, et qu'elle possédait une ampleur au niveau national qui ne pouvait pas être le fait de quelques «foyers isolés de subversifs».

Un autre fait important, est la militarisation croissante de toute la vie économique, sociale et politique. Bien que cette militarisation soit constante depuis 1963 et, notamment depuis 1970 (3), le fait nouveau est que toutes les ressources de l'État sont, maintenant, explicitement destinées à soutenir de façon prioritaire la campagne anti-insurrectionnelle. Ce caractère anti-insurrectionnel a aussi été mis en avant dans toutes les mesures politiques, économiques et sociales d'importance prises par le régime dans les derniers mois.

Que le régime ne cache plus l'urgence de la situation est évident, même dans les relations, très conflictuelles, que celui-ci entretient avec le «secteur privé» (la bourgeoisie «civile» et l'oligarchie). Depuis des années, en effet, l'armée se voit accuser par ce dernier, d'être devenu un «partenaire trop vorace et concurrent», et leurs relations n'ont cessé de se dégrader depuis le coup d'État, se trouvant aujourd'hui à leur plus bas niveau.

Cela n'a pas empêché le gouvernement d'envoyer au secteur privé, le 11 octobre dernier, un rapport titré «Situation actuelle du Guatemala et urgence d'agir de façon concertée». Parmi les

propositions, «une contribution financière du secteur privé pour la sécurité était demandée, laquelle serait destinée à des programmes contre-insurrectionnels» (4).

Faire participer le secteur privé à la campagne contre-insurrectionnelle est, aujourd'hui, une nécessité pour le régime, qui a besoin de fonds et d'armement rapidement. Certains représentants du secteur privé (appelés les «quatorze honorables») ont formulé une «proposition de contribution extraordinaire de soutien à la paix sociale et à la sécurité» (5), car ce soutien apparaît aujourd'hui comme vital pour la sauvegarde du système.

A propos de la situation, le *Latin america weekly report* signalait que, lors d'une réunion privée avec les partis politiques MLN, DC, CAN et PNR, le général-président Rios Montt se lamentait en évoquant «nous sommes en train de tuer des gens, nous sommes en train de dépecer des femmes et des enfants. Le problème est que chacun est un guérillero. Ils utilisent le système vietnamien. Si la situation se prolonge, nous devons jeter du napalm sur ces villages» ! (6).

LA LUTTE FACE AU GÉNOCIDE

Il est évident que, devant l'ampleur de la campagne contre-insurrectionnelle menée par l'armée, les organisations révolutionnaires doivent consacrer un effort considérable à la réadaptation des structures et des réseaux logistiques. Car les déplacements massifs des populations, dans de si brefs délais, doivent s'accompagner de modifications, d'altérations et de remaniements de tous le réseau organisationnel et logistique.

De plus, l'armée essaye de récupérer le contrôle sur les populations civiles des «zones en dispute», en plaçant celles-ci sous une stricte surveillance militaire. Un programme a été mis en place à cet effet, le «plan d'assistance aux aires en conflit» (PAAC), dont les trois axes principaux sont : l'implantation des villages stratégiques ; l'obligation, pour la population de ces villages, de participer aux ouvrages décidés par l'armée pour chaque région, en échange de la nourriture ; et la mise en place des «milices civiles», encadrées et surveillées par l'armée.

Dans ces conditions, avec une population prise en otage et menacée constamment de représailles, il est évident que le travail des organisations popu-

lares et révolutionnaires se fait avec les plus grandes précautions. Ce qui prime actuellement est, donc, la sécurité de la population et des combattants. Et cela ne saurait pas être autrement, dû au fait qu'il s'agit, avant tout, d'une lutte d'usure à long terme.

DU COTÉ DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Il faut donc tenir compte de tous ces facteurs, pour pouvoir apprécier à sa juste valeur l'évolution du processus révolutionnaire et ses perspectives.

Malgré l'impressionnante campagne génocide de l'armée, et l'application systématisée de la tactique de «terre brûlée», les affrontements entre celle-ci et les forces révolutionnaires qui composent l'URNG sont quotidiens. Malgré la censure imposée aux médias, le gouvernement s'est vu obligé, à plusieurs reprises, de reconnaître cela et d'admettre de nombreuses pertes, notamment dans les «zones en dispute» des hauts-plateaux et dans la capitale.

Ce qu'il est important de souligner à cet égard, est la diversité des opérations, et leur extension géographique. Parmi les actions, on peut compter depuis les simples opérations de propagande jusqu'aux affrontements frontaux, et dont on peut estimer que, pour le mois d'octobre dernier, par exemple, les pertes provoquées à l'armée seraient de près de 500 hommes, parmi lesquels plusieurs officiers supérieurs. Ceci au cours de quelques 300 actions de type divers, comprenant des attaques de postes fixes (casernes, détachements, postes de contrôle, etc.), des embuscades, des opérations d'harcèlement, etc. Beaucoup de matériel militaire fut détruit (camions, immeubles, hélicoptères, etc.), et une grande quantité d'armes et de munitions fut récupérée par les forces révolutionnaires.

D'autre part, le mois d'août dernier les FAR ont ouvert un nouveau front, le «Tecun Uman», à Chimaltenango (en plein cœur des hauts-plateaux). Ce fait est à souligner, parce qu'il a lieu dans une zone située au centre même des opérations contre-insurrectionnelles de l'armée, et où celle-ci possède une très forte concentration de troupes. Il ne faut pas oublier que c'est à Chimaltenango qu'a débuté, en novembre 1981, la «contre-offensive» de l'armée, sous le mandat des frères Lucas. Le front «Tecun Uman» des FAR vient s'ajouter aux fronts des autres organisations déjà existantes dans cette région.

L'ORPA, de son côté, a provoqué près de 150 pertes à l'armée, durant le seul mois d'octobre. Elle a, entre autres, abattu un hélicoptère militaire près de Panajachel (Solola), le 15 octobre, avec plusieurs hommes à bord, dont deux colonels. L'un d'entre eux était le colonel Mario Vasquez, chef de la Section logistique (A-4) de la Force aérienne guatémaltèque et pilote spécialisé au



Chili. Un certain nombre de documents prouvant l'assistance des USA à l'armée guatémaltèque, contraire à la législation nord-américaine, ont été saisis à cette occasion, et rendus publics. L'ORPA vient aussi d'ouvrir son premier front urbain dans la capitale, brisant encore plus l'image que Rios Montt voulait offrir au monde entier : la capitale étant le «miroir de paix» du pays. Ce «miroir» connaît, désormais, la présence active de toutes les organisations qui composent l'URNG.

En ce qui concerne l'EGP, celle-ci a effectué dans le seul département de Huehuetenango non moins de 50 opérations militaires, au cours desquelles elle a infligé plus de 70 pertes à l'armée ennemie. Dans ce département opère le front «Commandant Ernesto Guevara», qui est un des sept fronts de l'EGP. Tout récemment, aussi, l'EGP ouvrait un nouveau front, le «13 Novembre», comprenant les départements de Zacapa, Chiquimula et Izabal, à l'est et au nord-est du pays. Cette région, considérée longtemps comme un rempart de la droite (notamment du MLN, parti d'extrême droite), s'intègre ainsi à la Guerre populaire révolutionnaire qui se déroule de façon intense dans tout le pays, même si les hauts-plateaux restent le principal centre d'opérations des forces qui composent l'URNG.

A Nebaj (Quiché), par exemple, l'harcèlement constant des forces révolutionnaires a obligé l'armée à transformer ce petit village en véritable camp de concentration. Du fil barbelé est installé en cercle au centre du village, pour protéger le détachement militaire qui s'y trouve. La seule école du village se trouve à l'intérieur de ce cercle, où des champs minés ont été aussi installés. Des tours de surveillance, des puissants réflecteurs allumés toutes les nuits, etc., telles sont les mesures prises par l'armée pour «se protéger» des continuelles attaques des forces révolutionnaires.

L'URNG : APPEL A LA SOLIDARITÉ

La violente campagne génocide et de «terre brûlée» menée par l'armée impose, de toute évidence, des conditions de vie et de lutte très difficiles pour le peuple guatémaltèque. L'insuffisance des moyens dont disposent les organisations qui composent l'URNG, ne leur permet pas d'assurer en permanence la défense de la population civile, contre une armée bien équipée et avec des moyens matériels, techniques et financiers très importants.

Mais, actuellement, la campagne militaire de l'armée rencontre un obstacle constant : la multiplication des combats avec les forces révolutionnaires, dans tout le pays. Et c'est justement la succession des victoires (grandes et petites) qui accentuera la crise du régime (dont une des premières manifestations profondes fut le coup d'État), jusqu'à provoquer sa défaite.

C'est pourquoi nous soutenons l'appel urgent lancé par l'URNG : la solidarité la plus large et massive est nécessaire pour soutenir «le peuple du Guatemala qui, avec un coût très élevé en sang et en souffrances, lutte pour l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique, qui lui garantit le droit à la vie et à la paix, droits suprêmes de l'homme.»

Notes :

- 1) G. Castaneda, «L'intervention des États-Unis au Guatemala», in : Solidarité Guatemala Numéro 16, septembre 1982.
- 2) L'Armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA) et le Noyau de Direction du Parti guatémaltèque du travail (PGT-ND).
- 3) Sur l'évolution de ce processus, voir la brochure : «Guatemala, 20 ans de lutte», disponible au Collectif Guatemala.
- 4) Infopress centroamericana Numéro 522, 9 décembre 1982.
- 5) Idem.
- 6) LAWR, 5 novembre 1982.

AUTOUR DES FEMMES INDIENNES

Il y a quelques semaines, une jeune femme indienne guatémaltèque, paysanne, nous a fait part de son témoignage sur les conditions de vie de son peuple et nous a raconté la vie des femmes dans les villages. C'est donc à partir de ce témoignage, que sera abordé la question de la lutte des femmes indiennes.

Au Guatemala, dans ce petit pays d'Amérique centrale, où plus de 55% de la population est indienne et où la terreur fait rage, la lutte des femmes guatémaltèques s'inscrit dans le processus révolutionnaire, avec un cheminement différent selon que la femme soit paysanne et indienne ou ladina et citadine.

La vie de la femme indienne, dans ce pays, est depuis sa plus tendre enfance synonyme de misère, d'exploitation, de résignation et d'oppression. Aussi, quand on naît de sexe féminin, dans une famille pauvre et de surcroît dans une communauté indienne, la considération reçue est bien faible.

Pour les femmes et petites filles, les journées de travail commencent toujours environ deux heures avant celles des hommes. Dès le lever, les compagnes commencent par les manipulations du maïs, nécessaires à la confection des *tortillas* (1) (bien souvent, seule nourriture de la journée), et l'allumage du feu. Après avoir passé les douze heures dans les plantations, elles clôtureront leur journée par des travaux ménagers. Dans les villages, à cela s'ajoute le tissage des *huipiles* (2), jupes, corsages, travail long et minutieux qui apportera quelque argent nécessaire à la survie. Le tissage d'un huipil représente dix-huit jours de travail, souvent le soir à l'aide d'un petit éclairage (bougies), et toute la fatigue qui pèse après d'aussi longues journées.

Avec l'essor du tourisme, les femmes ont dû produire davantage d'artisanat. La vente de ces produits, nécessaire à la survie des familles, provoque un renversement de rôle, dans la mesure où ce n'est plus toujours l'homme qui apporte la plus grosse contribution financière au sein de la cellule familiale. Le huipil sera acheté 8 dollars par l'«intermédiaire» et revendu 35 dollars au touriste. A propos de salaire, il faut savoir que celui d'un homme, aussi faible et minime soit-il, est toujours supérieur à celui d'une femme et, bien sûr, d'un enfant.

Ces femmes sont toujours mères de nombreux enfants, et la misère, la pauvreté, sont aggravées par l'alcoolisme et la violence de leur compagnon envers elles. Ce sont des problèmes qui subsistent encore, malgré la lutte et la répression. Dans le couple, la femme est toujours considérée comme un être inférieur, et doit toujours se résigner à accepter l'«autorité» de l'homme, sinon elle sera frappée et maltraitée.

Aujourd'hui, avec la répression grandissante, le rôle de la femme indienne évolue. Dans la plupart des villages, il ne reste qu'une population féminine, enfantine et de vieillards. Les hommes

sont soit partis rejoindre le rang de la guérilla ou soit enrôlés de force, par l'armée, dans les patrouilles civiles. Dans ces villages, les femmes et les enfants s'organisent et assurent l'auto-défense, afin de lutter avec leurs petits moyens contre les irruptions de l'armée, qui peut massacrer la population pendant son sommeil.

Devant toute cette violence et de telles horreurs (qui se sont amplifiées depuis l'installation de Rios Montt au pouvoir), les jeunes femmes se posent le problème du mariage et refusent d'avoir des enfants, ce qui va à l'encontre des coutumes et traditions populaires in-



diennes. Dans les couples, la contraception est ignorée et si les femmes refusent des relations sexuelles avec leurs compagnons, par crainte d'une nouvelle conception, bien souvent elles seront maltraitées, car pour l'homme, un refus est une offense, et le problème de la conception ne les préoccupe guère.

Le «célibat» et le refus de l'enfantement, devient nécessaire et fondamental pour une frange de ces femmes. Cette attitude vient du fait qu'elles ne veulent plus voir massacrés leurs enfants ou les voir mourir de faim et de maladie. Elles veulent pouvoir prendre leur place dans la lutte, aux côtés des compagnons d'une façon entière et absolue. L'indépendance qu'elles cherchent est dans le but de mieux s'y investir. Pour certaines, le fait de vouloir vivre seule, sans compa-

gnon ni enfant, a été décidé après avoir vécu trop de souffrances profondes, qu'elles ne pourraient plus supporter si, à nouveau, des êtres chers venaient à disparaître (quand on sait que mort est toujours égale à torture et violences).

Ces femmes réfléchissent, aussi, quand à l'attitude de leurs compagnons envers elles. Et de plus en plus souvent, refusent les brimades et humiliations qu'ils leur font subir. Des changements s'opèrent, donc. Évidemment, tout cela n'est pas simple et leur rapport avec les hommes, même s'ils évoluent, sont toujours dominés par ce sentiment d'infériorité qui pèse sur leurs épaules depuis des millénaires. Dans les organisations populaires et révolutionnaires, des femmes dirigeantes se sentent parfois gênées pour formuler des critiques à leurs compagnons. Et reconnaître que des femmes peuvent s'investir, autant ou plus qu'eux, dans les luttes n'est pas toujours facile à admettre.

Au Guatemala, il n'existe pas d'organisation spécifique aux femmes, et celles qui résistent face à l'opresseur, le font parce que, en tant qu'être humain, l'horreur que provoque un tel génocide est insupportable. De telles limites de violence n'ont jamais été franchies. Ces femmes luttent parce que la vie de leur peuple, leurs coutumes, leurs traditions, sont niées, bafouées. Certaines jeunes filles, qui ont été servantes à la ville, racontent comment la maîtresse de maison leur demande de quitter leurs vêtements traditionnels, pour ne pas choquer ses amis, et comment, à elles, on ne donnait que des tortillas à manger, alors que le chien avait de la viande dans sa gamelle.

La lutte de toutes ces femmes ne s'accompagne pas encore de revendications spécifiques à leurs conditions de femmes, même si un certain nombre d'entre elles le font déjà de façon ouverte. Pour les femmes, en général, ce qui est primordial est, d'abord, lutter contre le génocide, d'être le plus nombreux possible et le mieux organisé. Ce qui est prioritaire, aujourd'hui, est le renversement du régime.

Mais la participation actuelle des femmes à tous les niveaux de la lutte, pose la question de la place qu'elles auront dans la nouvelle société. Et c'est précisément dans la lutte, que des réponses commencent à être esquissées.

Notes :

- 1) Galettes de maïs, qui occupent la place du pain en Europe.
- 2) Chemisiers portés par les femmes indiennes.

RENCONTRE REAGAN-RIOS MONTT : FEU VERT POUR L'ACCÉLÉRATION DE L'INTERVENTION

Dans une base militaire hondurienne, le 3 décembre 1982, Monsieur Reagan embrasse le général Rios Montt devant les caméras du monde entier. Dans l'avion qui le ramène à Washington, Monsieur Reagan a déclaré : «Oui, je pense que nous nous acheminons vers une aide (...) le général Rios Montt est totalement dédié à la démocratie au Guatemala. Il nous a fourni beaucoup d'informations sur la situation. Je pense franchement qu'il a été accusé à tort» (1).

Les portes-parole de l'administration Reagan précisent qu'aucune décision officielle n'a été prise pour mettre fin à la suspension de l'aide militaire décidée par Carter en 1977. Néanmoins, la rencontre Reagan-Montt est une nouvelle étape dans le processus engagé par Reagan afin de rétablir une aide militaire officielle et efficace au Guatemala.

L'objectif prédominant du voyage de Reagan en Amérique centrale était de démontrer, devant l'opinion publique américaine et internationale, aux gouvernements pro-américains, la volonté politique de son administration de soutenir jusqu'au bout ces gouvernements face à la prétendue «menace communiste». Dans ce sens, Reagan cherche à isoler les peuples et les gouvernements de Cuba et du Nicaragua qui sont solidaires des luttes qui se développent aujourd'hui en Amérique centrale. Ce voyage symbolisait le rejet par Reagan de toute solution négociée — malgré les propositions sérieuses du FDR salvadorien et aussi du Mexique. Dans un premier temps, il y avait le projet d'un sommet des dirigeants du Guatemala, El Salvador, du Honduras et de Costa-Rica à San-Jose pour exprimer «l'existence» d'un front pro-américain et antiprogressiste. Le gouvernement costaricain a refusé.

La presse américaine («Newsweek» et «New York Times») critiquait l'absence d'objectifs précis, et la faiblesse des solutions concrètes aux problèmes de la région, qui ressortaient de ce voyage de Reagan. Cette fois-ci, il n'est pas question de grandes initiatives politico-économiques (style la «Caribbean Basin Initiative»). Non, il s'agit plutôt d'une réaffirmation du «leadership» américain : Reagan était content d'opposer l'importance des «ouvertures» électorales aux menaces communistes venues de l'extérieur, et de soutenir la nécessité d'une répression farouche contre toutes les forces qui n'acceptent pas de telles farces.

Dans le cas du Guatemala où le gouvernement de Rios Montt, issu d'un coup d'État, n'a même pas la «légitimité des élections», la démagogie de Reagan sur la démocratie «occidentale» est maintenue par de vagues promesses : «Le secrétaire d'État Georges P. Schultz a déclaré que le général Rios a informé M. Reagan, durant une réunion privée de quarante-cinq minutes, qu'il entendait publier le décret régissant les élections, le 23 mars, anniversaire de son coup d'État. «Ce que



ça veut dire exactement, je n'en suis pas sûr» a ajouté Schultz, confirmant que les officiels n'ont pas fait trop de pressions sur le général Rios Montt. (2) Comme pour le Salvador, la démagogie de Reagan vise essentiellement l'opinion publique américaine et internationale qui ne partagent pas forcément le brevet de bonne conduite fourni à Rios Montt par M. Reagan.

En examinant l'opposition des organisations américaines à un rétablissement de l'aide militaire, on comprend pourquoi Reagan tenait à organiser un tel voyage. Voyage grâce auquel Reagan voulait «ménager» (avec sa capacité de professionnel à manipuler les réactions !) une opinion publique plus que troublée par les atteintes aux droits de l'Homme au Guatemala. Il est intéressant de constater que ce voyage a lieu après le reportage exclusif du «Newsweek» sur la «guerre secrète» organisée par la CIA avec les forces somozistes contre le Nicaragua ; après le rapport de Amnesty International sur les massacres au Guatemala ; après l'intervention de la commission des droits de l'Homme au Guatemala auprès de l'ONU ; après les déclarations du Comité américain de vigilance («American Watch Committee» - organisation très respectée, peu suspecte de sympathies de gauche) contre la répression au Guatemala. Pendant la semaine même du voyage, le Conseil national des églises américaines et canadiennes a publié un rapport qui conclut : «L'ar-

mée guatémaltèque procède à des exécutions, souvent publiques, de villageois soupçonnés d'aider la guérilla, et qui sont dénoncés par des informateurs masqués. Les victimes sont enterrées dans des fosses communes, sans service religieux (3). Pendant plusieurs années, Reagan a rencontré une opposition active à la reprise de l'aide militaire parmi les membres du Congrès et du Sénat, qui surveillent l'aide aux pays comme le Guatemala.

Malgré l'aspect frappant, même spectaculaire, de la rencontre Montt-Reagan, il faut constater qu'il s'agit d'une nouvelle étape dans un processus d'intervention non-officielle et indirecte, qui dure depuis 1977 et qui est déjà bien engagé.

D'abord, il y a l'aide économique «pour le développement», qui, dans la situation actuelle au Guatemala, peut être facilement utilisée dans un but répressif. Dans le cadre du plan pour le bassin des Caraïbes, le Guatemala recevra onze millions de dollars. En décembre, la BID (Banque inter-américaine de développement) a décidé (selon le «Latin American Weekly Report») de donner un crédit de vingt-huit millions de dollars au Guatemala, pour «le développement de l'éducation rurale» ; dix-huit millions de ce crédit sont destinés à un projet de télécommunication. Or l'accord des États Unis (qui financent largement la BID) étant décisif, une sous-commission spéciale du Congrès donne d'abord des recom-

mandations, positives ou négatives. En décembre 1981, cette commission recommanda que cette aide ne soit pas versée, et elle ne le fut pas. Cette année, l'administration Reagan compte verser un crédit malgré l'opposition de cette commission spéciale. Jerry Patterson, président de la commission, déclara : «l'amélioration des communications dans les zones où le gouvernement perpétue les massacres est une forme de l'aide militaire indirecte.» (4) Dans le même genre, il y a l'aide semi-militaire, qui ne concerne pas la vente d'armes mais de matériel fort utile : en juin 1981, le gouvernement a approuvé la vente de 3,1 millions de dollars de jeeps et de camions au Guatemala/

Une aide militaire - souhaitée par l'administration Reagan - peut aussi passer par un partenaire privilégié du gouvernement américain. Tel allié qui est doté des armes et des techniques militaires américaines les plus avancées, peut faire le «sale boulot» qui, pour des raisons diplomatiques, ne peut pas être effectué par le gouvernement américain. Ainsi, Israël joue ce rôle (voir «Israël, principal fournisseur de la dictature». Bulletin Guatemala n° 16). La CIA peut aussi continuer à aider en «secret» la répression «anti-communiste». Le «Washington Post» du 21 octobre 1982 a publié un article de Allan Narvin qui a provoqué une tempête dans les rangs du Congrès nord-américain. L'article parlait d'un certain Jesse Garcia, capitaine du bataillon d'élite nord-américain, les «Green Berets», qui était en service depuis juillet 1982 au Guatemala... En réponse aux questions, le Pentagone a déclaré que Garcia se décrit comme étant conseiller militaire. En fait, il est le principal instructeur de la Escuela Politecnica, école militaire la plus prestigieuse du Guatemala ; quatre des cinq derniers présidents étaient chefs de cette école. Garcia donne des cours de «reconnaissance», d'«action directe», de «patrouille de destruction», sur «les tactiques du combat en hélicoptère» et sur «l'utilisation des armes américaines». M. Barnes, président de la commission du Congrès sur les questions interaméricaines, a déclaré que la présence au Guatemala d'un «green beret», «est en contradiction avec les assurances de l'administration de Reagan qu'un tel entraînement militaire n'existe pas» (5). Par ailleurs, la tactique des «hameaux stratégiques» est une vieille technique qui avait été proposée par la CIA, et qui a déjà été utilisée, plus particulièrement lors de la guerre du Vietnam («stratégic hamlets»). Une autre preuve de l'intervention militaire américaine a été fournie par les documents trouvés sur le corps d'un officier de la Force aérienne guatémaltèque alors que l'hélicoptère qui le transportait a été abattu par l'ORPA (Organisation du peuple en armes ; membre de l'URNG). Parmi ces documents, une lettre d'une entreprise d'exportation, dont le siège est à

Miami, parle de la livraison d'un «transporter» (partie d'un équipement de communication aérienne). Cette découverte était reprise par le «New York Times» du 16 novembre 1982.

De plus, la CIA n'est pas pour rien dans la croissance subite des sectes évangéliques au Guatemala. Rios Montt est membre d'une secte, «l'église du verbe», et son accession au pouvoir stimule d'autant plus cet accroissement des sectes qui interviennent de plus en plus au Guatemala. Intervention organisée à partir du Nord, des États-Unis, bien entendu, avec des ressources financières massives. Les missionnaires sont arrivés en force après le tremblement de terre de 1976. Ils construisaient des abris. Depuis, les évangélistes revendiquent qu'ils ont converti 22 % de la population. Ils n'hésitent pas à justifier la brutalité de leur croisade anti-communiste : «L'Évangile reconnaît la nécessité d'une autorité ferme lorsqu'il s'agit de protéger les innocents et d'établir l'ordre et la loi» a déclaré le confesseur de Rios Montt (6).

L'intérêt des sectes pour la CIA et sa politique de contre-insurrection, est qu'elles constituent un mécanisme pouvant permettre la construction d'une base sociale (artificielle) à un régime sans légitimité aux yeux des masses (surtout les masses indiennes de l'intérieur). Ces sectes, selon la CIA, peuvent représenter (d'une façon grotesque) une structure alternative aux organisations de masse dirigées par les organisations de l'URNG. Les sectes jouent ainsi un rôle important d'encadrement idéologique et organisationnel dans les «hameaux stratégiques».

D'ailleurs, les sectes donnent une aide significative au régime, qui du fait de ses méthodes répressives, ne peut actuellement recevoir une aide directe. Rios Montt s'est vanté d'avoir reçu sept milliards de francs d'une seule «église» américaine. Aux États-Unis, les sectes constituent un groupe de pression sur le Congrès en ce qui concerne le «rétablissement de l'ordre» en Amérique centrale.

Cependant, il y a des limites évidentes à ce type d'intervention. La crise économique s'aggrave au Guatemala, et les crédits importants demandés par le régime (six demandes totalisant 170 millions de dollars) ne peuvent transiter que par des canaux illégaux ou indirects. La lutte contre les mouvements révolutionnaires demande de plus en plus de matériel militaire moderne, surtout des hélicoptères. La démagogie, les promesses de Rios Montt s'adressent clairement aux agences de l'aide et aux pays «démocratiques» métropolitains.

Reagan, lui aussi, préférerait pouvoir organiser une aide militaire moderne et efficace. Il comprend parfaitement la nécessité d'un plan d'ensemble d'intervention en Amérique centrale qui inclut le Guatemala, un pays frontalier avec le Mexique et d'une importance stratégique et économique. En dépit des apparences - la rencontre chaleu-

reuse au Honduras - l'administration Reagan n'est pas enthousiasmé par Rios Montt, arrivé au pouvoir par un coup d'État, et qui n'a pas réussi à marquer une rupture avec les régimes répressifs précédents. Néanmoins, Reagan ne voit pas d'alternative, et étant donné l'enjeu de l'Amérique centrale, il a choisi le chemin d'un soutien plus ouvert, plus officiel, plus dosé se doublant de pressions pour que des élections aient lieu.

En lisant les articles de la presse nord-américaine et internationale, il semble que Reagan n'a pas convaincu l'opinion publique que Rios Montt est un exemple de démocratie ou que l'aide militaire ne pose pas de problèmes. Une conférence de presse s'est tenue le 22 novembre à New York en présence des deux représentants des indiens Quichés réfugiés à l'étranger. Une manifestation a eu lieu devant l'ONU, le 3 décembre. Deux représentants au Congrès, Patterson et Tom Harker, ont indiqué qu'ils comptaient poursuivre l'administration Reagan en justice, si elle maintenait ses projets d'aide au Guatemala. Ses propositions pour 1983 concernent 15 millions de dollars d'aide, dont 3,4 millions pour l'achat d'hélicoptères et de pièces de rechange et 25000 dollars pour l'entraînement militaire.

La publicité donnée à ce voyage et les nouvelles propositions d'aide donne un espace plus large à l'activité des réseaux de solidarité avec le Guatemala aux États-Unis. Ici, en France aussi, l'intervention plus brutale et ouverte de l'administration Reagan peut ouvrir des possibilités pour des mobilisations de solidarité plus larges centrées sur le mot d'ordre «Non à l'intervention américaine au Guatemala». Par ailleurs, les militants déjà sensibilisés sur la question de la menace de l'intervention US au Salvador ou contre le Nicaragua peuvent plus facilement se joindre à nos mobilisations contre le régime de Rios Montt. Dans une déclaration, le 4 décembre, au Guatemala, le FP 31 (Front populaire du 31 janvier) fait écho à ce sentiment :

«Avec notre lutte et la solidarité internationale, nous empêcherons le génocide que l'armée et l'impérialisme yankee perpétuent contre notre peuple!»

«Amérique centrale : un seul poing et une seule victoire contre l'intervention impérialiste et ses complices dans la région ;

Avec la force des masses combattives présentes dans la guerre populaire» (7).

(1) «Le Monde» - 8 décembre 1982.

(2) «International Herald Tribune» - 6 déc. 82.

(3) Rapport Décembre 82.

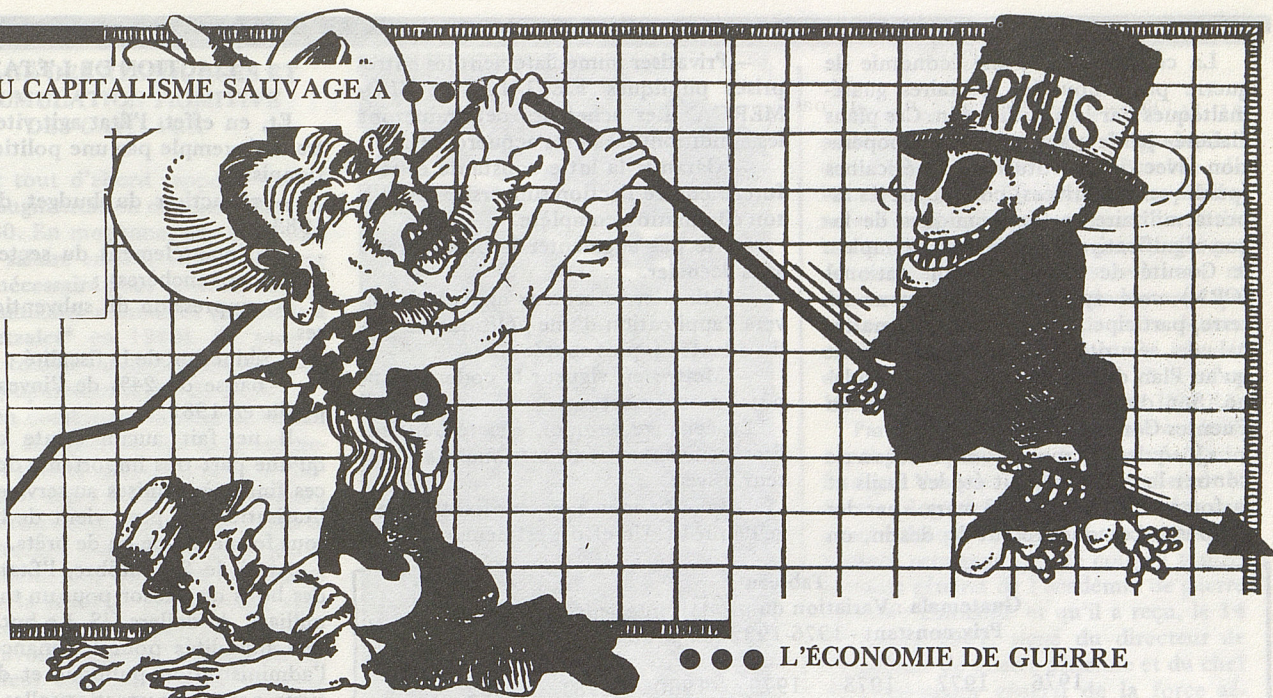
(4) «Guardian» - 20 octobre 1982.

(5) «In Theses Times» - 12 déc. 82.

(6) Christian Martin dans «Libération», le 6 décembre 1982.

(7) «Noticias de Guatemala» numéro 87.

DU CAPITALISME SAUVAGE A



● ● ● L'ÉCONOMIE DE GUERRE

La crise économique qui frappe aujourd'hui le Guatemala n'est en aucun cas conjoncturelle. Elle ne peut pas être interprétée non plus comme un simple reflet (sans qu'elle en soit pourtant indépendante) de la crise qui touche l'ensemble du monde capitaliste et, moins encore, comme l'expression d'une économie chroniquement «stagnante» et arriérée.

Au contraire, la crise guatémaltèque est le résultat d'un processus de «croissance» capitaliste particulièrement «sauvage» dont le point de départ historique est le coup d'État de 1954. Ses caractéristiques principales peuvent être résumées ainsi :

— les origines ainsi que la reproduction du processus ne sont possibles que par la coercition directe, et sans médiation, de la violence d'État. En effet, après le coup d'État de 1954, l'histoire politique du Guatemala a été une succession d'actes de violence, d'abord contre le peuple et ses organisations, mais aussi pour régler les comptes entre les différentes fractions de la bourgeoisie et de l'armée. A la violence d'État s'est opposée depuis le début des années soixante, une violence populaire croissante qui a abouti à une véritable guerre généralisée.

— la contre-révolution de 1954 n'a pas été une «restauration» pure et simple du régime antérieur à la révolution d'octobre 1944. Le règlement de compte politique laissait sans solution la problématique économique qui lui était associée : celle de trouver une voie de développement capitaliste à une économie fondée sur la production des produits agricoles d'exportation, techniquement arriérée et largement dépendante des fluctuations cycliques du marché mondial. Le coup d'État rejetait violemment le projet de réforme agraire qui était le pilier du projet révolutionnaire. Les contre-révolutionnaires renoncèrent

ainsi à toute stratégie de croissance basée sur un consensus social et politique. La réforme agraire ne répondait pas uniquement à une volonté de justice ; elle poursuivait un but précis : élargir, par la redistribution de la terre, le marché intérieur qui, à son tour, servirait de base au développement d'une industrie nationale. Une fois la politique de redistribution définitivement bloquée, quelle voie restait alors ouverte à la «modernisation» de l'économie guatémaltèque ?

— la voie «redistributive» étant définitivement fermée, on trouva une solution de rechange qui ne serait pas soumise aux dangers provoqués par les politiques de répartition. En 1960 a été signé le «Traité général» d'intégration du marché commun. A la politique d'élargissement du marché intérieur a été opposé le regroupement des «parcelles» des marchés régionaux. Du point de vue macro-économique, on ne manqua pas d'obtenir des résultats remarquables :

*Entre 1960 et 1976, les exportations guatémaltèques de produits manufacturés se sont multipliées par 27 ;

*En 1958, deux ans avant la signature du «Traité général d'intégration», il y avait au Guatemala, 1187 entreprises industrielles ; dix ans après, en 1968 : 1930 ; et, en 1976, le chiffre était de 2107.

*En 1960, les exportations des produits manufacturés représentaient 5,6% du total des exportations. Seize ans plus tard, en 1976, elles atteignaient 48,7%.

*En 1959, l'investissement étranger direct orienté vers le secteur manufacturier n'était que 0,8% du total, tandis que dix ans après, cette proportion atteignait 43,6% (1).

Tout semblerait pour le mieux. Le

Guatemala serait un pays «en voie de développement», mais...

1982 : Pour la première fois de son histoire, le Guatemala verra son produit intérieur brut baisser. Le Guatemala est en guerre, une guerre populaire pour mettre fin à une exploitation que la rationalité capitaliste exprime en termes économiques.

Cette chute de la production illustre la profonde crise que traverse la dictature qu'autopréside le général Rios Montt. Les chiffres fournis par le Secrétariat permanent d'intégration économique centre-américaine (SIECA) montre que cette récession fait suite à une période de forte croissance.

A cela, plusieurs explications sont sans doute possibles, mais la principale réside dans la force du mouvement révolutionnaire qui oblige le pouvoir à mobiliser d'immenses ressources pour financer ses programmes terroristes. Ainsi, et conformément aux contradictions à l'origine du coup d'État, la priorité donnée à la lutte antiguérilla nécessitait un changement de politique économique.

Sur la base de l'unité de l'armée, sans cesse réaffirmée, la politique économique de l'État prend un virage ultra-libéral conforme aux théories monétaristes à l'honneur à Washington. Politique d'alliance avec l'impérialisme américain afin d'amplifier l'aide financière et militaire et, durant le dernier trimestre 1982, des initiatives envers le patronat, mais en marginalisant ses organes «représentatifs». Il s'agit, grâce à la mobilisation financière et économique de mettre en place une économie de guerre.

La construction d'une économie de guerre passe pour les militaires guatémaltèques par la planification. Ces plans élaborés par le gouvernement en coopération avec les institutions américaines (publiques ou privées) combinent les aspects militaires et économiques de façon significative. Prenons un exemple : le Comité de Reconstruction national (CRN) créé après le tremblement de terre, participe aussi bien au Plan national de sécurité et de développement qu'au Plan d'action et d'aide à l'Altiplano. Son directeur, le général Frederico Fuentes Corado déclarait :

«Jusqu'au 22 mars, l'unique façon de contrer la violence avait été les fusils et la force» ; à partir du 23 mars, «par des circonstances que voulut le destin, on

— Privatiser immédiatement les entreprises publiques F.E.G.U.A. et FLOMERGA. Les acheteurs détermineront les conditions où ils les acquerront.

— Garantir la lutte constante et renforcée contre l'action subversive jusqu'à son élimination complète.

— Ne pas augmenter la bureaucratie sans licencier.

— Stimuler le secteur agricole à travers l'application d'une politique de crédit adaptée («plus souple»).

— Mettre en vigueur le code des impôts en novembre.

En échange de quoi, «les responsabilités» suivantes sont attribuées au secteur privé :

— Investir même en sacrifiant sa marge de profit. Un effort est demandé dans

L'ACTION DE L'ÉTAT

Et, en effet, l'État agit vite en montrant l'exemple par une politique déflationniste :

— réduction du budget de 2% en 1983 ;

— démantèlement du secteur public (mises aux enchères) ;

— suppression de subventions diverses

— réduction de la fiscalité ;

— baisse de 24% de l'investissement public en 1982.

Il ne fait aucun doute cependant qu'une part très importante des ressources financières mises au service de la militarisation du pays vient de l'extérieur sous forme d'aide ou de prêts.

Ainsi, le 22 octobre, l'État émettait des bons du Trésor pour un total de 1,3 milliard de dollars US. Le but : obtenir des liquidités pour le financement de l'administration publique et des opérations contre-insurrectionnelles. Le taux élevé consenti (13% sur le marché international) s'inscrit dans la politique de stabilisation monétaire, c'est-à-dire sans dévaluation. Solution d'ailleurs imposée par le FMI.

«Le tremblement de terre économique» annoncé par le président de la Banque Centrale du Guatemala, Jorge Gonzalez del Valle, n'a semble-t-il, grâce au soutien des États-Unis, pas encore atteint la monnaie.

Nous présentons ci-dessous quelques chiffres montrant la situation de différents secteurs :

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
7,4	7,8	5,0	4,7	3,5	1	- 3,5*

Source : Inforpress numéro 516 - 28/10/1982. *projection.

commença à combattre la violence avec des fusils et des «frijoles». En conséquence, le CRN élargit ses fonctions pour se charger de la politique de «frijoles» en coordination avec celle des fusils que dirige l'armée» (2).

Au niveau macro-économique, l'ordre militaire se traduit en stabilité monétaire : le but, c'est de rétablir le plus rapidement les conditions optimales de profit pour un nouveau cycle de sous-développement.

LES PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT AU SECTEUR PRIVÉ

Le ministre des Finances, remettait le 11 octobre dernier à quatorze grands entrepreneurs des secteurs industriel, commercial et agricole, un mémorandum intitulé «Situation actuelle du Guatemala et l'urgence d'agir de manière concertée» (3).

Après une courte introduction présentant les limites objectives de la participation de l'État à la production (plus ou moins 15% du PNB), le gouvernement propose un contrat au secteur privé, dans lequel le secteur public s'engage notamment à :

— la stabilité monétaire.

— la disponibilité de devises pour les importations de produits déclarés indispensables (matières premières et biens de capital) et réduction des importations «non indispensables».

— Ne promulguer aucune loi de réforme agraire à caractère confiscatoire et utiliser au mieux le «facteur terre» de manière concertée avec le secteur privé.

— Éliminer toute possibilité d'étatisation de la banque privée et promouvoir sa sécurité.

le secteur de la construction.

— Ne pas augmenter la marge de profit.

— Organiser le retour des capitaux dans le pays (encore 100 millions de dollars US en 1982 et 200 millions en 1983).

— Participer à l'effort pour réduire les importations et augmenter les exportations.

— Payer ses impôts.

— Contribuer financièrement au plan d'élimination de la subversion par un apport de 150 millions de dollars US en 1982 et de 45 millions en 1983.

Les règles d'application, supervision, contrôle de ces fonds seront fixées par le secteur privé.

— Ne pas licencier et maintenir le niveau actuel des salaires des travailleurs.

— Outre la participation de la banque privée, demande d'un effort productif dans les activités agro-exportatrices (café, coton, canne à sucre) et agro-industrielles, notamment par le financement de CORFINA (5).

Si nous avons reproduit extensément ce mémorandum, c'est qu'il illustre parfaitement le caractère antipopulaire des mesures du général Rios Montt.

En effet, cette politique de mobilisation de l'ensemble des classes dominantes, sous l'égide de l'État a pour but de faire face à la guerre populaire révolutionnaire que livre le peuple guatémaltèque pour sa libération.

Tableau 2
«Évolution du niveau d'activité
de 4 secteurs»

Secteurs	81	82
Construction	+ 5 %	- 18 %
Commerce	+ 0,9 %	- 6 %
Industrie	- 1 %	- 5 %
Transport	+ 1,6 %	- 4 %

Source : Inforpress n° 517 - 4/11/82

La crise du secteur industriel paraît plus ancienne. En effet, le seul pan de l'activité industrielle qui semble avoir les faveurs du gouvernement est celui de l'armement.

Le Comité guatémaltèque d'Unité Patriotique et les organisations membres de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque dénoncèrent, dès le mois de novembre, la poursuite du projet datant du régime de Lucas Garcia, de construire une industrie d'armement au Guatemala.

La crise la plus sensible toutefois atteint les secteurs tournés essentiellement vers le marché intérieur, tel celui de la construction (- 18% en 1982). Voyons donc quelle est la situation pour la grande majorité des guatémaltèques.



PILLAGE DES RESSOURCES ET ACCUMULATION PRIMITIVE DES CAPITAUX

Il faut tout d'abord rappeler que la dernière augmentation de salaire date de mars 1980. En moyenne, elle attribuait à chaque salaire environ la moitié de ce qui était nécessaire pour satisfaire les nécessités familiales minimales (estimées à 7,17 Quetzales* en 1980). De plus le chômage touche actuellement environ 1/3 de la population active du pays.

C'est en combinant la mise au travail et la lutte antiguérilla que le gouvernement veut insérer la lutte contre le chômage dans la lutte contre la cubversion. 60.000 personnes sont concernées par le plan «Alimento contra trabajo», que le gouvernement met en place conjointement avec la stratégie militaire des «hameaux stratégiques».

Après avoir dépossédé les paysans indiens de leur terre par la violence et la répression, l'État militaire-capitaliste met au travail ceux qu'il ne massacre pas.

Les causes premières du chômage qui résident dans la politique d'expropriation paysanne de la dictature ont aussi le visage d'une violente mise au travail.

Le rôle du capital étranger est, à ce stade, tout à fait essentiel. La nouvelle réglementation publiée le 30 septembre 1982 en faveur des industries «maquiladoras» (industries qui viennent profiter du bas coût de la main-d'œuvre concédé par l'État ; le plus célèbre exemple étant la frontière nord du Mexique) montre la nature des projets de sous-développement de l'actuel pouvoir. L'extraction pétrolière est un autre exemple frappant. Rejetant le «régime pétrolier» qui da-



Rejetant le «régime pétrolier» qui datait de 1975, dont l'une des clauses établit la propriété de l'État sur 55% de la production, le général Rios Montt prône une politique pétrolière libérale plus favorable aux compagnies étrangères (6). L'exploitation des richesses minières et pétrolières ont d'ailleurs toujours correspondu avec une recrudescence de la répression. L'exemple du massacre de Panzos, est, de ce point de vue, significatif : c'est contre leur expropriation par la société concessionnaire des gisements de nickel que les paysans protestaient.

* 1 quetzal : 1 dollar.



POUR CONCLURE

La conclusion que nous pouvons tirer quant à l'avenir productif du pays vu par l'actuel régime, est une insertion au marché mondial du Guatemala, en accord avec ses avantages comparatifs : minerais, pétrole et main-d'œuvre. Dans ce cadre, la lutte révolutionnaire passe sans aucun doute par le sabotage économique même s'il doit être exécuté de manière différenciée. Elle passe aussi par la dénonciation de l'activité des multinationales au Guatemala. S'il en va effectivement de la survie du peuple indien au Guatemala, la lutte révolutionnaire constitue la seule alternative à la répression et à l'exploitation du peuple guatémaltèque dont nous avons tenté de discerner les modalités capitalistes futures.

Notes :

- (1) Toutes ces données proviennent de «Guatemala : la profundization de las relaciones capitalistas en el campo». E.C.A. junio-julio 1978. San Jose, Costa-Rica.
- (2) Inforpress numéro 519, 18 nov. 1982.
- (3) Inforpress numéro 518, 11 nov. 1982.
- (4) FEGUA : Ferrocarriles de Guatemala, anciennement International railroad of central America (IRCA).

FLOMECA : Flota Mercante centro-americana.

(5) CORFINA : Corporacion financiera nacional.

(6) Inforpress du 9 juillet 1981.

L'ÉCOLE DU CRIME

Dans un communiqué daté du 13 novembre 1982, l'ORPA (Organisation du Peuple en Armes), membre de l'UNRG (Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque), dénonce «l'assistance chilienne à l'armée guatémaltèque en matière de contre-insurrection» et dans ce sens, publie des documents qui prouvent le fondement de cette dénonciation. Ces documents ont été trouvés dans un hélicoptère abattu le 15 octobre 1982 par des combattants de l'ORPA.

Parmi les trois occupants de cet hélicoptère, se trouvait le colonel Mario Enrique Vasquez Maldonado, chef de la Section logistique de la Force aérienne guatémaltèque (FAG). Les documents trouvés prouvent que ce colonel a suivi le cours général de l'académie de guerre aérienne chilienne et qu'il a reçu, le 14 décembre 1981, signé du directeur de l'académie de guerre aérienne et du chef de l'état-major général de la force aérienne chilienne, un certificat le nommant «pilote de guerre honoraire de la force aérienne du Chili». Le 15 décembre 1982, l'ambassadeur Enrique Castellanos Carrillo, dans un télégramme adressé au ministère des Relations extérieures, se répand en compliments pour cet élève, qui selon ses professeurs, a été «un des meilleurs élèves étrangers qui sont passés par ce centre d'études supérieures». Il ne doit pas y avoir que des officiers guatémaltèques dans cette école du crime !

Autre pièce à conviction, un télégramme daté du 11 avril 1981, envoyé par Romeo Lucas Garcia lui-même au lieutenant-colonel Mario Enrique Vasquez Maldonado pour... lui souhaiter un bon anniversaire et une longue vie de paix, à lui et sa petite famille. Ainsi notre petit génie était dans les petits papiers de Lucas Garcia ! On ne peut que s'émouvoir devant cette marque d'amitié d'un dictateur à un de ses chérubins !

Le bon élève a eu droit, par télégramme, aux félicitations du colonel Jaime Rabanales Reyes, chef des relations publiques de l'armée guatémaltèque, et de Luis Rene Mendoza Palomo, ministre de la défense nationale. Plus tard, alors que le colonel Mario Enrique Vasquez travaille dans la zone militaire de Huehuetenango, son chef de brigade, Julio Ramiro Marroquin Perez, demande qu'il soit décoré pour son «grand travail qui constitue un exemple stimulateur pour le personnel de l'institution armée». Ainsi, les conseils de Pinochet portent leurs fruits... et sa responsabilité dans les massacres perpétrés hier et aujourd'hui par l'armée guatémaltèque face à la montée des luttes populaires. Dictatures d'Amérique latine et centrale, unissez-vous... le vent tourne !



DES CHRÉTIENS DÉNONCENT : LE «PROPHÈTE» ET LE GÉNOCIDE

Le Guatemala est un pays en guerre, mais cette réalité continue à être méconnue internationalement. Une délégation de chrétiens, membres du Comité Pro-justice et paix du Guatemala, a visité la France début décembre 1982, pour nous parler de l'horreur et de l'espoir d'un peuple qui lutte, «parce qu'il veut vivre», tout simplement.

«Le gouvernement de Rios Montt ne veut pas que nous racontions ce que nous vivons au Guatemala. Je suis venue, quand même, dire ce que nous voyons tous les jours chez nous... car je suis catéchiste et, si j'ai survécu à la mort, mon rôle maintenant est d'informer le maximum de gens, partout. Pourquoi ? Parce que, chez nous, nous ne pouvions pas dénoncer (dans la presse) tout cela.»

Ainsi se conclut le récit de Carmelita Santos, catéchiste indienne qui avec Régina (catéchiste «ladina») et Luis Fernando (prêtre «ladino»), ont sillonné l'Europe pour faire savoir qu'aujourd'hui, au Guatemala, l'armée massacre «au nom de Dieu».

UN GÉNÉRAL DÉSIGNÉ PAR DIEU ?

Lors de la conférence de presse accordée le 6 décembre dernier à Paris par la délégation du Comité Pro-justice et paix, une des personnes présentes demande : assisterait-on actuellement à une «guerre religieuse» dans ce pays ? «Pas du tout», répondent-ils, «il s'agit d'une pure et simple manipulation du langage religieux».

Celle-ci est, en effet, le fait du général (auto-nommé président) Efraim Rios Montt, au pouvoir depuis le coup d'État du 23 mars, qui s'est converti depuis 4 ans à une secte fondamentaliste et charismatique basée à Eureka (Californie), l'«Église du Verbe». Depuis le putsch, comme le dénonce d'ailleurs la presse française, «le général Rios Montt s'est entouré de conseillers qui appartiennent eux aussi à l'Église du Verbe, qu'il appelle «*ma conscience*», et qui sont les hommes les plus puissants du pays après les militaires» (1).

Le choix de cette nouvelle tactique, venue renforcer une stratégie contre-insurrectionnelle appliquée graduellement par l'armée depuis plusieurs années, découle de l'importance de la religiosité du peuple. Celle-ci est présente même dans la lutte contre la dictature, où la participation des chrétiens, autant au niveau populaire que révolutionnaire, est un des éléments décisifs. L'importance de cette participation au processus révolutionnaire, a d'ailleurs été reconnue de façon claire et explicite à plusieurs reprises, dans la proclamation unitaire des organisations qui composent l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (2). Celles-ci déclarent, notamment, que «la révolution reconnaît le peuple chrétien comme l'un des piliers de la nouvelle société, pour autant que ses croyances et sa foi se sont

mis au service de la liberté de tous les guatémaltèques.»

Il faut, aussi, tenir compte du fait que Julia Esquivel, une dirigeante protestante et personnalité de premier rang du Comité Pro-justice et paix, est actuellement un des vice-présidents du CGUP (3).

Cette importance de la dimension religieuse explique pourquoi les nouveaux missionnaires au gouvernement se veulent «a-politiques», tout en prêchant l'obéissance aux autorités en place : l'arrivée de Rios Montt au pouvoir répondant à la «*Volonté de Dieu*», tandis que la guérilla est «satanique» et «mécéante». Ils n'hésitent pas à justifier la brutalité de la croisade anti-communiste dans laquelle s'est lancée le régime et qui a



fait, selon Amnesty International, 2.600 morts en quatre mois : «*L'Évangile reconnaît la nécessité d'une ferme autorité lorsqu'il s'agit de protéger les innocents et d'établir l'Ordre et la Loi*», a expliqué le confesseur de Rios Montt, le pasteur Carlos Ramirez» (4).

LE GÉNOCIDE : UNE RÉALITÉ

La situation au Guatemala est aujourd'hui véritablement dramatique, comme en témoigne la récente déclaration du Parlement européen, le 16 décembre dernier.

En effet, plus de 8.000 morts en neuf mois de gouvernement, et un million de «déplacés» fuyant leurs villages (les «réfugiés internes»), cela fait beaucoup. «L'horreur ne semble plus avoir de limi-

tes. Étant donné que les hommes sont partis à la montagne, les soldats s'attaquent maintenant aux vieillards, aux femmes et aux enfants, pour les punir», déclare Régina. Et Carmelita ajoute : «Les «pintos» (5) sont venus dans mon village, ils ont arrosé d'essence et, ensuite, brûlé tous les hommes qu'ils avaient pu capturer. Mais ils sont revenus après et brûlèrent de la même façon les enfants». Un soldat demanda, alors, au capitaine pourquoi ils tuaient les enfants, vu qu'ils ne pouvaient pas porter une arme. «Il faut en finir avec eux», répondit le capitaine, «car ce sont des enfants d'indiens, et lorsqu'ils grandiront ils seront aussi malins que leurs parents» !

Or, l'ampleur et l'intensité des massacres est devenue aujourd'hui insupportable, même pour certains secteurs «peu enclins» à critiquer le régime. Ainsi, par exemple, la gravité de cette situation a obligé l'Épiscopat guatémaltèque, pourtant d'habitude très discret devant les continuelles exactions de l'armée, à déclarer : «Jamais, dans notre histoire nationale, on n'était arrivé à des extrêmes aussi graves. Ces assassinats se situent déjà dans le champ du génocide» (6).

Ceci serait, d'ailleurs, la raison pour laquelle Mgr. Rios Montt, frère du général-président, a démissionné de son poste de président de la Conférence épiscopale et a quitté le pays, invoquant des «motifs de santé»...

«NOUS N'AVONS PAS D'ALTERNATIVE...»

«Dans ces conditions», poursuit Luis Fernando, «l'action du Comité Pro-justice et paix est pleine de dangers. Nous travaillons dans une totale clandestinité, pour échapper à la répression. Et bien que nous ne soyons pas une organisation armée, nous ne pouvons pas désapprouver l'attitude de ceux qui ont pris les armes». «En effet, ajoute à nouveau Carmelita, ils (les pintos) ne nous ont pas laissé d'alternative. Ainsi, prendre les armes ne peut pas être un péché. Défendre la vie ne peut pas être un péché.»

UN ACCUEIL TRÈS SOLIDAIRE

La délégation du Comité Pro-justice et paix a eu, au cours de son séjour en France, plusieurs rencontres avec des organismes politiques, religieux (catholiques et protestants), humanitaires et de défense des droits de l'homme. Elle a pu intervenir auprès de la presse (religieuse et laïque) et de la radio. Ils ont visité

plusieurs villes de province (Marseille, Strasbourg, Nantes, Angers, Saintes et La Rochelle), où les comités de solidarité locaux avaient organisé des rencontres, des meetings, des soirées très chaleureuses.

Partout, le même impact parmi les auditeurs. Partout, les mêmes preuves de solidarité : que pouvons-nous faire, ici en France, demandait-on fréquemment. «Nous avons besoin d'aide», déclaraient les représentants de Pro-justice et

paix, «c'est pour cela que nous sommes venus. Nous avons besoin d'aide pour arrêter le génocide, pour porter une aide aux réfugiés. Nous avons besoin de votre solidarité. Car nous voulons vivre» !

Notes :

- 1) Libération, 6 décembre 1982.
- 2) URNG : EGP, FAR, ORPA et PGT-ND.

- 3) Comité guatémaltèque d'unité patriotique: instance unitaire des secteurs populaires et démocratiques les plus représentatifs du pays.
- 4) Libération, 6 décembre 1982.
- 5) Nom donné aux kaïbiles, soldats spécialisés dans la lutte contre-insurrectionnelle, à cause de la tenue camouflée qu'ils portent.
- 6) El Pais (Espagne), 5 octobre 1982.



A NANTES...

Lors de la dernière rencontre nationale, le Collectif Guatemala de Paris nous informait de la tournée en Europe de trois membres du Comité Pro-Justice et Paix du Guatemala. Cette représentation se donnait pour objectifs d'informer l'opinion publique européenne sur la situation actuelle du peuple guatémaltèque, surtout celle des Indiens, et de solliciter la solidarité morale, politique et matérielle. En tant que mouvement populaire et d'Eglise au Guatemala, le Comité Pro-Justice et Paix s'adresse à l'ensemble de l'opinion publique, mais plus spécifiquement aux chrétiens.

Entre cette information et la date de leur passage, il restait peu de temps pour s'organiser, et les comités de Nantes étaient totalement mobilisés par la préparation d'une soirée pour le Salvador. Pourtant, le peuple du Guatemala vit une situation trop terrible, et le silence des moyens d'information traditionnels est tel que nous ne pouvions pas négliger cette occasion ; d'autant moins que toutes les expériences nous montrent que les témoignages directs sont les plus écoutés, ceux qui éveillent le plus la solidarité. Nous avons donc décidé de faire appel aux organisations chrétiennes (catholiques et protestantes) de la région, à la fois sur la ville de Nantes et à Vallet, l'un des cantons ruraux des alentours. Ce sont donc elles qui, acceptant le défi, décidaient de se réunir et d'organiser, dans chacune des deux zones, une soirée publique témoignage-débat pour le jeudi 9 décembre.

A Nantes, environ cent-vingt personnes se réunissaient pour voir le montage de diapos sur le Guatemala présenté par Luis Fernando, et pour écouter son témoignage. A Vallet, c'étaient plus de cent-cinquante personnes qui venaient entendre Carmelita, catéchiste indienne dont le témoignage suffisait à lui seul à occuper toute la soirée et à bouleverser l'assistance.

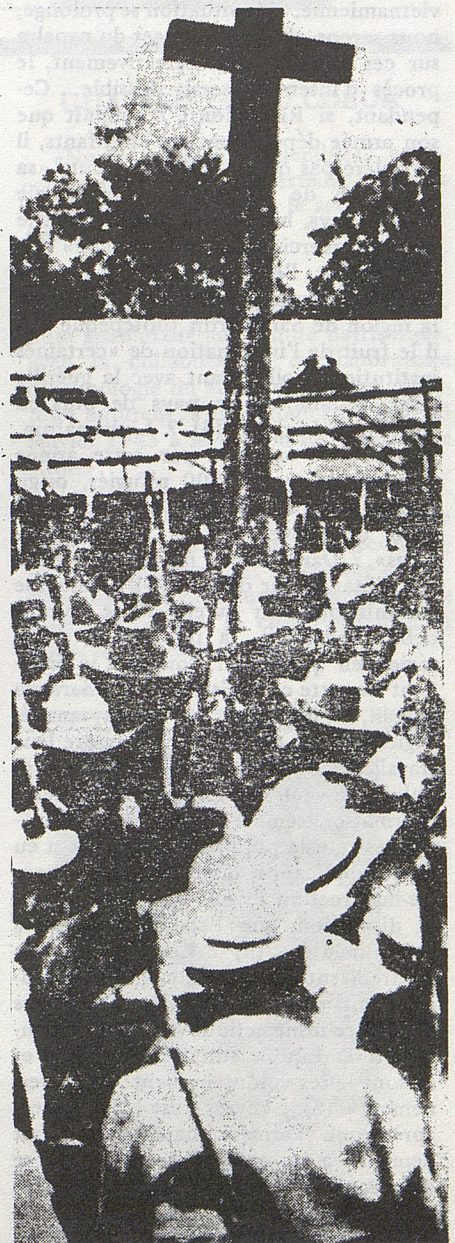
A la fin des deux soirées, nous présentions une lettre-pétition adressée à M. Jean Natiez, député socialiste de Loire-Atlantique, afin que soit impulsée une mission parlementaire d'information, qui serait chargée d'enquêter sur place la situation des droits de l'Homme au Guatemala, et qui recueillait environ 230 signatures. La solidarité financière s'élevait à presque 5 000 F. Et à la fin de la soirée de Vallet, une bonne dizaine de personnes s'inquiétait de la manière de continuer l'action...

En résumé, et compte tenu des conditions de préparation (temps trop réduit pour bien faire passer l'informa-

tion et pour développer la mobilisation, invitations qui se voulaient ouvertes à tous mais qui s'adressaient plus spécifiquement aux chrétiens...), nous considérons ces deux soirées comme un succès.

- d'abord parce qu'elles ont pu avoir lieu !
- ensuite parce qu'elles ont été préparées par des organisations pour qui ce n'était pas a priori le problème principal (sauf le CCFD), et à qui nous avons pu faire sentir et prendre en charge l'urgence de la situation ;
- enfin parce qu'elles ont touché et mobilisé un public différent, un public qui, bien que certainement sensibilisé aux problèmes du tiers monde, ne participe habituellement pas (en grande partie du moins) aux manifestations organisées par les comités de solidarité. Elles ont donc contribué directement à l'élargissement de l'information, de la sensibilisation et de la mobilisation ;
- un dernier point qu'il faut sans doute souligner : pour un certain nombre de chrétiens présents, cette soirée aura contribué à leur faire prendre conscience des vraies causes du «sous-développement» et de la répression, de la responsabilité de l'impérialisme nord-américain et du vrai rôle de la politique...

Espérons que pour quelques-uns d'entre eux, ce sera le début d'un cheminement qu'ont suivi les missionnaires chrétiens arrivés au Guatemala dans les années 50, et que nous racontait Carmelita : «ils sont venus pour évangéliser les indiens, et pleins d'anticommunisme... Ils sont allés, poussés par leur Foi et leur humanisme, dans les régions les plus reculées, et là, ce qu'ils ont découvert, ce n'est pas le communisme, mais la misère et l'exploitation...», peu à peu, ils ont compris les véritables causes de la situation des indiens...



PUBLICITÉ POUR UN GÉNOCIDE...

A deux reprises durant la première quinzaine de novembre, les lecteurs du journal «Le Monde» ont pu constater la présence d'un encart signé du Secrétaire des Relations publiques à la présidence de la république siégeant au Palais national, Ciudad-Guatemala. Réclame touristique s'adressant à des étrangers en mal de sensations fortes ? Offre d'emploi du gouvernement guatémaltèque en quête d'un nouveau dictateur ? Non. Dans la rubrique «Publicité», «le gouvernement du Guatemala par égard à l'opinion publique mondiale, déclare qu'il dément les accusations émanant de diverses sources et selon lesquelles il y avait un plan de massacrer cinq mille paysans de San-Martin Jilotepeque» (1).

Alors, fausses accusations ? Mauvais procès d'intention ? Lors d'une réunion privée avec les quatre partis politiques de droite et d'extrême droite, MLN, Démocratie-chrétienne, CAN et PNR, Rios Montt a déclaré : «nous tuons des gens, nous dépeçons des femmes et des enfants. Le problème est que chacun est un guérillero, ici. Ils utilisent la tactique vietnamienne. Si la situation se prolonge, nous serons obligés de lancer du napalm sur ces villages» (2). Effectivement, le procès d'intention serait possible... Cependant, si Rios Montt reconnaît que son armée dépèce femmes et enfants, il ne tolère pas qu'on mette en doute «sa résolution de rétablir la paix sociale dans le pays, base fondamentale pour le complet exercice de la démocratie» (3).

Pourtant, l'encerclement par l'armée de 5 000 paysans indiens désarmés dans la région de San-Martin Jilotepeque est-il le fruit de l'imagination de «certaines institutions collaborant avec la guérilla pour déstabiliser un pays de plus en Amérique Latine» (4) ? L'ultimatum, lancé le 18 octobre par cette armée sanguinaire, aux 5 000 réfugiés, originaires de la province de Chimaltenango, est-il une invention de ces «institutions» ? Dans ce cas, pourquoi le Conseil d'Etat, si sûr de lui, a-t-il formé une commission pour qu'elle visite, durant début novembre, la population de la région en question ? Pourquoi le président de cette commission, Felix Sarazua Patzan, a-t-il déclaré que ces paysans réfugiés étaient disposés à reprendre leur travail mais qu'ils avaient manifesté qu'ils ne veulent pas de cadeaux. Cette affirmation semble être liée aux expériences que la population indigène a eu avec l'application des tactiques de contre-insurrection et qui provoquent autant la dispersion que l'abandon de leurs communautés» (5) ? Les complices se contredisent : l'un avoue que ces réfugiés ont été victimes des «tactiques de contre-insurrection» tandis que l'autre prétend qu'ils «ont fui la guérilla et se sont livrés volontairement au gouvernement» (6) ; «livrés» est bien le mot, après que l'armée guatémaltèque ait demandé à ces civils de se rendre, de se constituer prisonniers. Le ton de l'ultimatum indique clairement quelles étaient les intentions des militaires : camoufler,

pour la énième fois, un massacre probable sous le couvert d'une opération militaire.

Il est parfaitement clair que, si le mouvement de solidarité internationale avec le peuple guatémaltèque ne s'était pas mobilisé comme il l'a fait, le massacre aurait eu lieu. Bien avant l'expiration de l'ultimatum, le danger d'une tuerie était déjà connu du monde entier. Difficile, à partir de là, pour Rios Montt de continuer son œuvre de «pacificateur» ! Difficile alors d'expliquer que ce style de massacres est la preuve formelle de la volonté du nouveau régime de démocratiser le pays ! Une semaine après qu'il ait eu lieu, à Paris (le 4 novembre), un rassemblement devant l'ambassade du Guatemala, «l'encart publicitaire» refaisait son apparition pour la seconde fois dans le journal «Le Monde». Que pouvait faire la dictature guatémaltèque ? Que peut-elle faire d'autre que tenter de renier ou justifier cyniquement sa politique de génocide ? Lorsque Amnesty International dénonce dans son rapport le fait que deux mille six cents paysans indiens ont été massacrés dans les trois premiers mois du gouvernement de Rios Montt, qui va-t-on croire ? Une institution «collaborant avec la guérilla pour déstabiliser un pays de plus en Amérique latine» ou un régime issu du coup d'Etat du 23 mars «dirigé» par Rios Montt, assassin fanatique, membre d'une secte infiltrée si ce n'est créée par la CIA ; Rios Montt, qui s'est signalé, dès mai 1973, par le massacre qu'il a perpétré à Sansirisay ? Qui oserait croire les mensonges de celui qui déclare, sans honte ni vergogne qu'il va être obligé (sic !) de lancer du napalm sur des villages, et d'autre part qu'il agit «en conséquence et conformément aux normes de respect des droits de l'Homme et de la liberté individuelle» (4) ? Pourquoi la Croix-Rouge, qui selon cet encart assiste le gouvernement dans «une campagne médicale, pour les (les réfugiés. NDLR) soigner des diverses maladies contractées alors qu'ils seraient dans les montagnes sous-alimentés et manquant de soigner des diverses maladies contractées alors qu'ils erraient dans les montagnes sous-alimentés et manquant d'un minimum de conditions d'hygiène», n'a-t-elle pas émis de démenti à ces «accusations calomnieuses et contre-vérités formulées à l'égard du gouvernement actuel» (8) ? A qui la

dictature guatémaltèque prétend-elle faire croire que les «hameaux stratégiques», tristement célèbres au Vietnam, sont devenus d'inoffensifs «centres d'assistance» (9) ?

Le gouvernement guatémaltèque va plus loin ; il prétend que «au Guatemala les portes sont ouvertes aux organisations et aux personnes de bonne volonté désireuses de s'y rendre en toute liberté et sécurité» et qu'«elle pourront ainsi constater par elles-mêmes la fausseté des accusations calomnieuses et les contre-vérités formulées à l'égard du gouvernement actuel» (10). Pourquoi alors avoir refusé la participation d'Adrien-Claude Zoller et d'un autre expert américain à la délégation des Eglises de l'hémisphère nord ? Adrien-Claude Zoller, président de la section suisse romande de Pax Christi et coordinateur de la commission des droits de l'Homme de Pax Christi International, déclare avec justesse qu'«il faut que l'opinion publique sache que la propagande des autorités guatémaltèques est mensongère et que les massacres de la population autochtone se poursuivent au Guatemala, tandis que notre attention est détournée par les déclarations officielles du général Rios Montt et de ses ministres» (11).

Personne n'est dupe des tentatives de désinformation de la dictature guatémaltèque. Même si M. Cheysson pense que «ce qui a été écrit à propos de «génocide» ne paraît donc pas justifié pour l'instant» (12), d'autres prises de position ont été plus nettes dans leur jugement. Celle du Parti socialiste qui «dénonce les violations permanentes des droits de l'homme, et particulièrement les derniers massacres par les troupes guatémaltèques de 15 000 personnes, en dix-huit mois». Les Dix ont vivement condamné, jeudi 16 décembre, à Strasbourg, «les actions criminelles des autorités guatémaltèques» et ont demandé l'envoi d'une délégation pour examiner la nature de l'aide dont le Guatemala a besoin» (14). La nature de l'aide dont a besoin le peuple guatémaltèque est certainement toute autre que celle qu'accorde actuellement Reagan à son protégé, Rios Montt.

Les faits sont là : cet encart, paru à deux reprises dans le journal «Le Monde», est signé du Secrétariat des relations publiques auprès de la présidence de la république, c'est-à-dire de Mr Bian-

chi qui a osé (courage d'assassin...) déclarer dans un interview au «New York Times» : «La guérilla s'est attachée de nombreux collaborateurs indiens. Donc les indiens étaient des subversifs. Et comment pouvez-vous combattre la subversion ? Bien évidemment, il fallait tuer les indiens puisqu'ils collaborent avec la subversion» (15). Qui est prêt(e) à faire confiance et à défendre ces assassins ?

- (1) «Le Monde», 3 et 11 novembre 1982.
- (2) «Latin America Weekly Report», 5 novembre 1982.
- (3) «Le Monde», 3 et 11 novembre 1982.
- (4) Ibid.
- (5) «Inforpress» numéro 519, 18 novembre 1982.
- (6) «Le Monde», 3 et 11 novembre 1982.
- (7) Ibid.
- (8) Ibid.
- (9) Ibid.
- (10) Ibid.
- (11) Pax Christi. Section suisse romande. Dh-50 p2.
- (12) «Le Monde», 5 novembre 1982.
- (13) Ibid.
- (14) «Le Monde», 18 novembre 1982.
- (15) Ibid.



Rios Montt

SOLIDARITÉS

TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES

Le Tribunal permanent des peuples tiendra à Madrid, du 27 au 31 janvier prochain, une session consacrée au Guatemala. De nombreux témoins, représentants de tous les secteurs populaires, démocratiques et révolutionnaires guatémaltèques, viendront donner des informations sur l'ampleur du génocide qui a lieu dans ce pays depuis le coup d'État du 23 mars 1982.

De nombreuses associations humanitaires, religieuses, de juristes, de défense des droits de l'Homme, etc, connaissant la situation qui prévaut au Guatemala, sont invités à participer à cette session. Afin de connaître la version officielle par rapport aux multiples accusations dénonçant une campagne génocide (à l'encontre, notamment, de la population indienne), le gouvernement guatémaltèque a été, lui aussi, invité. Mais, aucune réponse n'a été donnée de la part du régime de Rios Montt jusqu'à maintenant.

Le Tribunal permanent des peuples a pour but de promouvoir le respect universel et efficace des droits fondamentaux des peuples, des minorités et des individus. Pour cela, il doit déterminer si ces droits sont violés et examiner les causes de telles violations et en dénonçant les auteurs devant l'opinion publique internationale.

A la fin de cette session, le Tribunal se prononcera, devant les peuples du monde entier, sur la situation réelle de

ce pays, et sur l'identité des véritables coupables des graves et systématiques violations des droits fondamentaux du peuple guatémaltèque.

Par l'importance, la représentativité et le prestige des nombreuses personnalités du monde entier qui feront partie de ce tribunal ; par la grande quantité de preuves, de témoignages et de documents qui sera présentée, cette session du Tribunal permanent des peuples revêtira une importance toute particulière d'autant plus que la sous-commission des droits de l'Homme se réunira prochainement.

A Madrid, comme à l'ONU, la pression internationale jouera un rôle fondamental pour démasquer le caractère génocide de l'actuel régime guatémaltèque et pour empêcher ainsi le renouvellement de l'aide militaire que Reagan voudrait accorder au gouvernement de ce pays.

Halte au génocide !
Solidarité avec le peuple en lutte !

Deux membres du Front populaire 31 janvier (FP-31) sont venus en France, à la fin du mois de novembre dernier, pour témoigner sur les raisons qui les ont poussés à occuper l'ambassade du Brésil, en mai 1982.

Cette délégation, dont les membres représentaient le Comité d'unité paysanne (CUC) et les Noyaux ouvriers révolutionnaires (NOR), ont visité plusieurs villes de province, où ils ont dénoncé le génocide commis par le régime de Rios Montt. Ils ont informé, aussi, des luttes des organisations révolutionnaires de masses qui, tout comme le CUC et les NOR, composent le FP-31, et font participer ainsi les masses à la guerre contre la dictature.

GUATEMALA AU COEUR

«Nous sommes vulnérables, beaucoup moins que nos agresseurs qui, s'ils ont le crime, n'ont pas le second souffle.»

René Char

Une exposition organisée par le Comité guatémaltèque d'unité patriotique, avec la collaboration du laboratoire d'Ethnologie du Museum national d'Histoire naturelle, s'est déroulée du 6 au 18 janvier 1983 à la maison de l'Amérique latine.

La culture comme instrument de résistance est l'expression de la lutte du peuple guatémaltèque pour la reconnaissance de son identité. La culture constitue, sans aucun doute, un des moyens essentiels «pour la construction d'un nouveau Guatemala».



**NON AU GÉNOCIDÉ !
SOUTIEN A LA
CONSTRUCTION D'UN
NOUVEAU GUATEMALA !**

Face à la crise économique, politique et sociale qui secoue le Guatemala, le 23 mars dernier, les militaires ont annoncé un changement de gouvernement pour résoudre les problèmes fondamentaux du pays.

Avec le coup d'État, la politique menée par le général Efraín Ríos Montt a conjugué la « terre brûlée » avec l'état de siège, tentant de faire taire les aspirations populaires.

La politique de « terre brûlée » développée par l'armée de Ríos Montt consiste en une systématisation des massacres et la destruction des habitations, des récoltes et des ressources naturelles dans les campagnes, avec pour objectif d'enlever toute base sociale au mouvement révolutionnaire et créer un syndrome de terreur.

Ce type de politique entraîne un haut coût social en vies, en misère et en souffrance. Les déplacements internes et externes de population, dus à la violence gouvernementale, ont augmenté, au point qu'on calcule en dizaines de milliers, le nombre de paysans guatémaltèques réfugiés à la frontière mexicaine.

On estime à 5 000, les victimes de la terreur d'État en six mois de régime militaire.

Les tribunaux militaires d'exception sont une autre méthode pour assassiner impunément la population.

Ce panorama politique est le résultat de l'application d'un plan stratégique de contre-insurrection destiné à défendre les intérêts économiques et politiques des États-Unis. Le général Wallace Nutting, commandant de la zone Sud de l'armée des États-Unis, qui a son siège à Panama, vient de déclarer que du point de vue stratégique, les implications d'une révolution au Guatemala seraient plus graves que dans le reste de la région.

L'appui militaire des États-Unis à l'armée guatémaltèque a augmenté durant l'administration Reagan. Dans le budget pour 1983, 250 000 dollars seront accordés pour l'entraînement des troupes, 3,7 millions de dollars pour l'achat de pièces détachées d'hélicoptère. La force aérienne guatémaltèque compte au moins quatorze hélicoptères UH-1 (Huey).

D'autre part, 50 millions de dollars ont été accordés au gouvernement

militaire pour de prétendus programmes de développement dans l'occident du pays, où la population est massacrée sans discernement. Cette aide est renforcée par des intermédiaires comme Israël, Taiwan, le Chili et l'Argentine, qui, depuis les années 70, servent de camouflage à l'intervention impérialiste nord-américaine au Guatemala.

Aujourd'hui, le danger d'une escalade militaire en Amérique centrale est plus que jamais une réalité.

Face à cette grave situation, devant les risques croissants qu'une intervention nord-américaine fait courir au futur de l'Amérique centrale, le peuple guatémaltèque mène aujourd'hui la plus grande lutte révolutionnaire de son histoire. C'est une lutte à laquelle participent ouvriers et paysans, indiens et ladinos, hommes et femmes en âge de penser et de lutter et tous les secteurs patriotiques et démocratiques du Guatemala. C'est une lutte qui dure depuis plus de vingt ans et qui veut atteindre un nouveau Guatemala, où seront garanties la vie et la paix ; l'égalité entre indigènes et ladinos, où on en aura fini avec l'oppression culturelle et la discrimination. Une nouvelle société qui permette de résoudre les nécessités fondamentales du peuple et où dans le gouvernement seront représentés tous les secteurs patriotiques, populaires et

démocratiques du pays.

Face à cette situation, l'URNG lance un appel urgent à tous les peuples du monde, aux gouvernements démocratiques et aux institutions humanitaires et religieuses, pour qu'ils donnent leur appui solidaire au peuple du Guatemala qui avec son sang et ses souffrances, lutte pour l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique qui lui garantira le droit à la vie et à la paix, droits suprêmes de l'homme.

**ÉQUIPE EUROPÉENNE
POUR LA CAMPAGNE ÉCONOMIQUE
DÉLÉGUÉE PAR L'URNG.**

20 octobre 1982

